

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41000 Blois

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CLMTP SARL

Zone Artisanale de la Fouquerie
7 rue de la Fouquerie
72300 Solesmes

Références : 2023 – 948/ PR - VAT20230486
Code AIOT : 0010011865

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement CLMTP SARL implanté Lieu-dit Les Alcools 41130 Gièvres. L'inspection a été annoncée le 21/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par ailleurs l'exploitant a informé l'inspection qu'il projetait d'implanter sur des parcelles distinctes du périmètre ICPE un système de retournement pour ses engins ferroviaires à l'horizon 2024/2025. L'inspection a proposé à l'exploitant de la tenir informée dudit projet afin de l'orienter vers le service instructeur du projet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLMTP SARL
- Lieu-dit Les Alcools 41130 Gièvres
- Code AIOT : 0010011865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLMTP exploite une plateforme de regroupement, tri et broyage de déchets ferroviaires constituant des déchets dangereux (traverses de bois usées) et non dangereux (rails, ballast) en vue de leur valorisation ainsi que des bâtiments d'entretien et de maintenance de matériels ferroviaires sur la commune de GIEVRES.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur la mise en service des installations
- Suite de la visite d'inspection du 25/08/2022 et du 17/10/2022 (trois constats susceptibles de suite : réserves incendie, état des stocks et plan des réseaux)
- Respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux du 11/08/2017 et du 01/03/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.2	/	Sans objet
8	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.4	/	Sans objet
9	Equipement fixe de détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.4.7.1	/	Sans objet
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites visite du 22/09/2021 D3	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
2	Suites visite du 22/09/2021 D2	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4	Susceptible de suites	Sans objet
4	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet
5	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 2	/	Sans objet
6	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.3.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites visite du 22/09/2021 D3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée: <p>Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a indiqué que le plan de réseau sera actualisé quand tous les travaux relatifs à l'implantation des différentes plateformes de stockages et de broyage seront terminés. Il est actuellement à jour au vu des installations implantées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites visite du 22/09/2021 D2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de déchets et de produits dangereux.
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/08/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée: L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des déchets et des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a présenté l'état des stocks ainsi que le lien qu'il utilise avec les mentions de dangers des déchets et des produits utilisés (peintures, nettoyant, maintenance, ferroviaire et produits divers). Il a indiqué qu'il avait engagé une démarche afin d'utiliser le logiciel développé par l'INRS basé sur une méthode de référence et d'évaluation et de prévention des risques chimiques (SEIRICH).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Ressource en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée: <ul style="list-style-type: none"> Une réserve d'eau de 5 000 m³ minimum au sud-est du site, avec pomperie pour alimentation du réseau de poteaux ; Une réserve d'eau de 2 000 m³ minimum au nord-ouest du site, avec pomperie pour alimentation du réseau de poteaux ;
Constats : Les volumes disponibles des deux réserves incendie sont globalement assurés.
Observations : L'inspection a pu constater que la réserve incendie de 5000 m ³ a un niveau de 1,30 m environ et celui de la réserve de 2000 m ³ est d'environ 1,35 m. Au vu du tableau synthétique de lecture des échelles limnimétriques présenté par l'exploitant, le volume de la réserve incendie de 5000 m ³ et celui de la réserve de 2000 m ³ sont globalement respectés. Dans le dossier de demande d'autorisation de 2015 il est mentionné que le volume des réserves incendie est surdimensionné au regard des risques présents sur le site, les volumes ayant été prévus pour l'ancien dépôt d'alcool seveso seuil haut sans préciser toutefois le volume minimum nécessaire (calcul via la D9). A noter que la plupart des installations et notamment celles relatives au de stockage et au broyage de traverses ne sont pas encore mises en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: 2513-1 autorisation 2718-1 autorisation 2790-2 autorisation 2791-1 autorisation 3510 autorisation 3550 autorisation 1435-1 déclaration avec contrôle périodique 2716-2 déclaration avec contrôle périodique 2930-1.b déclaration avec contrôle périodique 2930-2.b DC2515-1.b déclaration
Constats : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718-1, 2790-2, 2791-1, 3510 et 3550 seront mises en service au cours de l'année 2024 selon l'exploitant.
Observations : L'exploitant a indiqué que les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718-1, 2790-2, 2791-1, 3510 et 3550 seront mises en service au cours de l'année 2024. Les plate-formes liées à ces installations seront implantées en 2024. Les ateliers de maintenance des engins et le stockage des rails sont en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: - Regroupement, tri et broyage de bois traité - Regroupement, tri et cisailage des rails - Réception et transit de ballast - Stockage de pièces et matériels ferroviaires de réutilisation - Entretien et maintenance de malteries ferroviaires
Constats : Conforme.
Observations : Voir point de contrôle n°4 précédent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet n°2 et n°3
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>- Point de rejet n° 2 : Eaux pluviales de ruissellement provenant de la plateforme de stockage de matériaux et déchets (effluent 2 de l'article 4.3.1 du présent arrêté) et eaux pluviales de ruissellement issues de la toiture du hangar de broyage et de stockage de broyats (effluent 3 de l'article 4.3.1 du présent arrêté) et Eaux de ruissellement issues du dispositif d'abattage des poussières.</p> <p>Traitement approprié pour respecter les VLE imposées à l'article 4.3.9.1</p> <p>Fossé d'infiltration</p> <p>Zone de prélèvement en sortie de station, en amont du regroupement avec le rejet 3 et du rejet dans le bassin de récupération « aval ».</p> <p>- Point de rejet n°3 : Eaux pluviales de ruissellement issues des autres zones du site (autres toitures, voiries, aire de distribution de carburants) (effluent 4 de l'article 4.3.1 du présent arrêté);</p> <p>Fossé d'infiltration</p> <p>Séparateurs d'hydrocarbures pour les surfaces de voiries et l'aire de distribution de carburants, puis bassin de récupération « aval »</p> <p>Regroupement avec le rejet n°2 en aval du point de prélèvement de ce dernier.</p>
Constats : Les installations et leurs plateformes associées dont les rejets doivent être dirigés vers le point de rejet n°2 ne sont pas encore implantées.
<p>Observations : L'inspection a pu constater que le bassin de rétention ainsi que la station de traitement sont opérationnels.</p> <p>Les installations et leurs plateformes associées dont les rejets doivent être dirigés vers le point de rejet n°2 ne sont pas encore implantées. Elles devraient l'être au cours de l'année 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : Le rapport afférent à la vérification des installations électriques doit être transmis à l'inspection dès qu'il sera disponible via l'organisme de contrôle.
<p>Observations : L'exploitant a présenté l'avis d'intervention de DEKRA qui a eu lieu le 17/08/2023. Il a précisé que DEKRA doit terminer la vérification des installations électriques le 08/09/2023 et que le rapport sera rédigé à l'issue.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Le rapport afférent à la vérification de l'installation de protection contre la foudre doit être transmis à l'inspection dès qu'il sera disponible via l'organisme de contrôle.
Observations : L'exploitant a présenté l'avis d'intervention de DEKRA qui a eu lieu le 17/08/2023. Il a précisé que DEKRA doit terminer la vérification de l'installation de protection contre la foudre le 08/09/2023 et que le rapport sera rédigé à l'issue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Equipement fixe de détection de matières radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.4.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et étalonnage
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant. Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 2 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant. Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants. A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.
Constats : Le rapport afférent à la vérification du portique de détection de la radioactivité doit être transmis à l'inspection dès qu'il sera disponible via l'organisme de contrôle.
Observations : L'exploitant a présenté le bon de commande à la société AM2C afférent au contrôle annuel du portique de détection de radioactivité daté du 25/07/2023. Le contrôle est prévu courant septembre selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <p>Type de matériel/Fréquence minimale de contrôle</p> <p>Extincteurs : Annuelle</p> <p>Réseau interne de poteaux d'incendie - Vérification visuelle de l'ensemble des poteaux tous les ans - Test de débit statique et dynamique par roulement sur 5 poteaux par an</p> <p>Installation de détection incendie : Annuelle</p> <p>Pomperies : Semestrielle</p> <p>Installations de désenfumage : Annuelle</p> <p>Portes coupe-feu : Annuelle</p>
Constats : Le système de pomperie pour l'alimentation des poteaux incendie du site n'a pas été vérifié semestriellement.
<p>Observations : L'exploitant a présenté le registre de sécurité indiquant que la vérification annuelle du système de désenfumage et des extincteurs a été réalisée par la société MIP FRANCE le 23/08/2023. Le bâtiment où sera mis en service le broyeur n'étant pas encore construit, la prescription relative à la détection incendie et à la porte coupe feu n'est pas applicable aujourd'hui. L'exploitant a indiqué que la vérification du système de pomperie n'avait pas été réalisée en 2022 et au premier semestre 2023. Il a présenté une demande par courriel du 06/09/2023 à la société CLF SATREM afin de planifier dans le meilleur délai le contrôle et la vérification périodique de la station et installation de pompage. A noter que dans le dossier de demande d'autorisation de 2015, il est mentionné que le volume des réserves incendie alimentant le réseau des poteaux incendie est surdimensionné au regard des risques présents sur le site, les volumes ayant été prévus pour l'ancien dépôt d'alcool seveso seuil haut. A noter également que la plupart des installations et notamment celles relatives au de stockage et au broyage de traverses ne sont pas encore mise en service. Compte tenu de ce qui précède l'inspection ne propose pas dans un premier temps de mettre en demeure l'exploitant de faire réaliser la vérification du système de pomperie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet